



## **La traduction comme exemple de professionnalisation universitaire à l'Université d'Ottawa (Canada)**

Colloque International, Liège - 22, 23 et 24 octobre 2014

*La professionnalisation des études universitaires*

*L'exemple de la traduction/interprétation*

**Luise VON FLOTOW**

L'Université d'Ottawa vient de se doter d'un nouveau slogan: *Defy the conventional!* et parce que c'est une université bilingue le même slogan existe en traduction française: *Défier les conventions!* C'est le doyen de la Faculté des arts qui l'aurait suggéré.

Je ne sais pas si *défier les conventions* est une bonne traduction de *defy the conventional*, et aucun professeur francophone de l'École de traduction et d'interprétation n'a voulu s'exprimer sur cette question: ils semblent gênés non seulement par la suggestion un peu puérile que suppose l'expression, mais aussi par le calque.

Ce qui est plus important, c'est que l'Université essaie d'attirer des étudiants avec cette expression. On en manque, et cela surtout à la Faculté des arts qui, au cours des quatre dernières années, a perdu près de 20% de ses étudiants de premier cycle. (Ici il faut souligner que les universités sont payantes au Canada: chaque étudiant perdu est une perte nette dans leur budget de fonctionnement.) Un grand nombre d'étudiants qui, autrefois, s'intéressaient aux arts (aux langues et littératures, aux études classiques, à la philosophie, à l'histoire, etc.) vont ailleurs.

Une deuxième solution (outre le slogan) qui a été proposée pour endiguer la perte d'étudiants est la professionnalisation. Le doyen de la Faculté des arts en fait l'écho régulièrement - il faut professionnaliser les arts: on parle de monter un centre d'entrepreneuriat ou peut-être d'établir un programme en sciences humaines numérisées afin de pallier le désintérêt des étudiants.

Cela pour vous décrire un peu la situation aujourd'hui ...

A l'École de traduction et d'interprétation, on note aussi une baisse d'intérêt, mais surtout chez les francophones - en quatre ans, les inscriptions francophones ont diminué de près de 30%. Que se passe-t-il? Peut-être ces étudiants se révoltent-ils contre des traductions telles que *Défier les conventions*, sait-on jamais.

Plus sérieusement, je crois que le problème est autre: l'École ainsi que la traduction au Canada dépendent de la politique, et surtout de la politique langagière du pays. Et depuis quelques années, les politiques se montrent de moins en moins préoccupés par la question des deux langues officielles du Canada. En fait, plus que 80% de toutes les

traductions réalisées au Canada se font de l'anglais vers le français, ce qui a toujours été assez intéressant (intellectuellement et financièrement) pour les locuteurs francophones, leur offrant entre autres de bons postes au gouvernement fédéral. Mais de nos jours, avec un gouvernement conservateur au pouvoir depuis bientôt huit ans, ces postes disparaissent peu à peu, et même le Bureau de la Traduction du Canada, cette institution qui s'occupait d'une grande partie du travail effectué pour le compte du gouvernement canadien, n'accepte plus nos stagiaires. Le travail va aux cabinets privés – autrement dit, on fait du 'outsourcing' (pour utiliser ici le terme anglais), et donc on cherche des traducteurs à l'extérieur du Canada, par exemple, en Afrique francophone, où la traduction coûte tout simplement moins cher.

Et pourtant, l'École reste une institution assez solide : elle a été fondée en 1971, deux ans après l'adoption de la Loi sur les langues officielles par le gouvernement fédéral de Pierre Trudeau. Elle est un résultat direct de cet événement politique, et elle forme des traducteurs et interprètes depuis 43 ans maintenant. Cette loi fédérale est venue décréter que tout document fédéral, et non seulement les documents qui servent le public, doit exister dans les deux langues officielles du pays. Cela va des débats parlementaires, qui sont édités et traduits chaque nuit, aux décisions de la Cour suprême; des audiences du bureau des mises en libération conditionnelles dans les pénitenciers fédéraux aux productions écrites de tous les ministères. Donc, toutes les lois et tous les projets de loi, mais également tout ce qui, dans le secteur privé, se vend au Canada, doivent être libellés en français et en anglais.

Ce qui nécessite beaucoup de traducteurs. L'École les forme au premier cycle, depuis 1971 donc, au deuxième cycle depuis les années 1980, et au doctorat en traductologie depuis 1997. Depuis plus de quatre décennies, les diplômés de l'École trouvent facilement du travail, ou en trouvaient jusqu'à très récemment.

L'École offre deux programmes au niveau du premier cycle : un BA (Bachelor of Arts ou baccalauréat ès arts) de quatre ans ainsi qu'un BA dit « accéléré » de deux ans pour ceux qui possèdent déjà un premier diplôme universitaire. Il existe des filières françaises et anglaises dans les deux programmes de BA, et, depuis les années 1980, nous offrons une option trilingue, qui comprend aussi l'espagnol.

Pour être admis au BA, les étudiants doivent subir un examen d'admission qui évalue leurs compétences dans les deux langues. Nous ne les formons pas en langue (cette compétence doit être déjà acquise), mais en traduction - et nous exigeons un assez bon niveau de français ainsi que d'anglais. Généralement, nous acceptons la moitié de ceux qui présentent une demande. Une fois acceptés, les étudiants du BA de quatre ans suivent, en première année, les cours obligatoires de fondements de la Faculté des arts; s'ils réussissent cette scolarité, ils peuvent s'inscrire l'année suivante au programme de traduction pour lequel ils ont été admis. C'est à ce moment que commence réellement leur formation professionnelle - avec des cours de traduction générale, technique et spécialisée; des cours de terminologie et de lexicologie; quelques cours de théories de la traduction et de stylistique comparée, et de plus en plus des cours dans le domaine des aides technologiques à la traduction. Lors de la troisième année, chaque étudiant doit effectuer un stage de six semaines, stage qui est supervisé et reconnu par l'École (parfois

rémunéré, parfois non); un second stage de six semaines est prévu lors de la quatrième et dernière année d'étude.

Au niveau du premier cycle, ce sont des professeurs à temps plein qui offrent la plupart des cours, assistés de plusieurs professeurs à temps partiel, pour la plupart des traducteurs professionnels d'expérience, dont les services sont retenus surtout pour les cours de traduction spécialisée et technique des troisième et quatrième années. Le travail effectué en laboratoire avec des outils d'aide à la traduction est important, comme l'est le travail de recherche, qu'on appelle 'information-mining' en anglais, étant donné qu'un traducteur doit pouvoir se renseigner et être compétent dans une panoplie de domaines différents.

Tout étudiant de l'École a la possibilité de participer à un programme d'échange international pendant ses études : l'École a conclu des ententes en ce sens avec des institutions en Belgique, en France, en Espagne et en Italie. Peu d'étudiants, cependant, font ce choix. Faut-il alors en déduire qu'ils se sentent bien chez eux? Chez nous?

Pour ce qui est de la professionnalisation à proprement parler : l'École l'assure de différentes façons :

- d'abord, en exigeant que chaque étudiant effectue deux stages supervisés de 6 semaines chacun;

- puis, en participant au régime coopératif de l'Université, qui trouve des partenaires dans le marché du travail prêts à accueillir les meilleurs étudiants pour trois stages plus longs (et toujours rémunérés!) d'une durée de quatre mois chacun (lors des deuxième, troisième et quatrième années);

- et, enfin, en travaillant étroitement avec les associations professionnelles de traducteurs afin d'assurer que la formation répond toujours aux besoins du marché. Ces associations essaient d'imposer l'accréditation pour tout traducteur et insistent beaucoup pour que la primauté soit accordée aux cours dits de « transfert linguistique » ainsi que sur le nombre de ces cours, qu'ils voudraient voir toujours plus grand. Elles misent davantage sur la pratique que sur la théorie, ce qui fait qu'il existe toujours une petite tension entre le monde universitaire et le monde professionnel. Mais ces mêmes associations sont aussi de bon conseil : par exemple, un nouveau cours de « postédition » vient d'être créé à leur initiative, dans le but de former nos étudiants à un nouveau type de travail de traduction au Canada, celui de la révision-correction de versions faites à la machine!

.....

Pour ce qui est du BA accéléré de deux ans, il prévoit que ces étudiants déjà diplômés de l'université suivent les cours de troisième et quatrième années du programme de quatre ans. Comme ils possèdent déjà un diplôme universitaire dans un autre domaine, ils sont normalement plus âgés - même beaucoup plus dans le cas de ceux pour qui le BA en traduction constitue une réorientation de carrière. Ce sont bien souvent les meilleurs étudiants, car ils ont une expérience qui, forcément, les avantage par rapport à leurs collègues plus jeunes. À l'heure actuelle, ces étudiants représentent la moitié de nos effectifs au premier cycle. Pour tout vous dire, nous offririons, si cela était possible,

tous nos programmes au deuxième cycle seulement (puisque'il s'agit d'une clientèle déjà diplômée).

Les autres programmes de cycles supérieurs :

La maîtrise en interprétation de conférence (MIC) existe depuis 25 ans. Ses activités ont lieu dans un laboratoire complètement désuet, et l'enseignement y est dispensé par des interprètes du gouvernement fédéral, qui travaillent de façon générale au Parlement. Il y a une pénurie assez importante d'interprètes de conférence au Canada, et pour corriger cette lacune, le gouvernement aide l'ÉTI à former la relève en payant le salaire de ces professeurs. L'École les encadre et coordonne leur travail. L'admission à ce programme court et intensif (d'une durée de neuf mois seulement) est extrêmement concurrentielle. Parmi les quelque quarante candidats qui, chaque année, se voient offrir (après analyse de dossier) la possibilité de présenter l'examen d'admission, seulement sept ou huit, habituellement, réussissent; ces étudiants suivent des cours pratiques cinq jours semaine, cloîtrés dans leur laboratoire, et terminent leur formation de trois trimestres en se soumettant à un examen pratique qu'ils réussissent ou auquel ils échouent, tout simplement. La notation pendant cette période de 9 mois est continue, mais cette évaluation ne sert qu'à des fins d'observation; autrement dit, afin de déterminer s'ils peuvent demeurer actifs dans le programme. Très souvent un ou deux étudiants parmi les sept ou huit admis en septembre quittent le programme à la période des fêtes de fin d'année (avant la reprise des cours en janvier). L'examen de diplomation, qui se déroule à la toute fin du printemps, tient lieu d'évaluation finale. Une fois diplômés, ces nouveaux interprètes de conférence vont pour la plupart travailler aux services parlementaires du gouvernement canadien, où leur « formation » se poursuit encore trois années, cette fois-ci en milieu de travail.

La maîtrise ès arts en traductologie ne forme pas à proprement parler des traducteurs professionnels. Il s'agit d'un programme de recherche qui comprend des séminaires de théories de la traduction, d'analyse de discours et traduction, de linguistique et traductologie, de traduction littéraire, d'histoire de la traduction, de méthodologie de la recherche, de traductique et de terminotique. Tous ces cours sont offerts par les professeurs permanents; les étudiants doivent en suivre six, avant de se consacrer à la rédaction de leur thèse. Les sujets de thèse sont bien répartis entre les deux orientations principales privilégiées par l'École : la traductologie (plutôt liée aux sciences humaines) et la traductique (y compris la terminotique). Au cours des dernières années, il existe aussi au sein de la MA en traductologie une concentration en traduction littéraire, où l'étudiant est amené à traduire une œuvre complète (par exemple un court roman ou un recueil de nouvelles); si la qualité de la traduction est particulièrement bonne, celle-ci, accompagnée d'une introduction critique, est publiée dans la collection «Traduction littéraire» des Presses de l'Université d'Ottawa. Ces projets publiés reçoivent même l'appui financier du Bureau de la recherche de l'Université, qui comprend qu'il s'agit là d'une façon novatrice de professionnaliser certains de nos diplômés de deuxième cycle.

Quant au doctorat (PhD) en traductologie, sa création devenait de plus en plus nécessaire. Au cours des années 1990, la traductologie a connu une grande croissance. Elle est devenue une nouvelle discipline universitaire, non seulement au Canada, mais aussi en Angleterre, en Belgique, en Allemagne (un peu moins), en Autriche, en Espagne

et en France (également de façon moins prononcée). Les « cultural studies », les études poststructuralistes en littérature, les études sur la migration, le postcolonialisme, l'anthropologie et le féminisme, tous ont contribué à un intérêt grandissant pour la traduction, les effets produits par la traduction ainsi que le pouvoir de la traduction en contexte de communication interculturelle. Après tout, qui lit Nietzsche, Freud, Dostoïevski ou Bill Clinton en français, lit ces auteurs par le biais d'une autre perception, d'une autre interprétation, très souvent à travers un prisme « ethnocentrique », comme l'a décrit Antoine Berman.

À la fin des années 1990, l'École a donc créé le premier doctorat en traductologie au Canada; depuis, elle reçoit des étudiants de partout dans le monde. Beaucoup viennent du « Sud »: de l'Inde, du Cameroun, de la Zambie, du Mexique, de l'Arabie saoudite, de l'Iran, du Liban, de la Chine, etc., des pays où la traduction et la formation des traducteurs s'imposent de plus en plus, des pays où l'on est actuellement à monter et à lancer des programmes dans le domaine. Quelques-uns de nos étudiants souhaitent se préparer pour des postes dans leur pays d'origine, d'autres espèrent rester au Canada.

Le parcours de nos étudiants est assez simple: la première année comporte une scolarité de doctorat de quatre séminaires, dont deux obligatoires : un en traductologie (axé sur les sciences humaines), l'autre en traductique et terminotique. Ces étudiants doivent ensuite réussir deux examens doctoraux, dont un porte spécifiquement sur leur projet de thèse. Suit alors la rédaction de la thèse proprement dite, qui s'échelonne habituellement sur deux ans. Ainsi, ils peuvent en principe terminer leur programme en quatre ans, mais la plupart d'entre eux mettent de six à 18 mois de plus.

En quoi consiste la professionnalisation de ces doctorants pendant leurs études? D'une part, l'École les embauche très souvent comme professeurs à temps partiel au niveau du premier cycle; d'autre part, elle leur offre des assistanats de recherche et d'enseignement. L'École les appuie aussi dans la diffusion de leur recherche, en leur octroyant des fonds de voyage pour qu'ils puissent participer à des colloques nationaux ou internationaux. Pour ce faire, l'École et l'Association des étudiants de cycles supérieurs organisent des petites conférences à l'heure de midi, où ils sont invités à présenter leur sujet de thèse. L'exercice est utile, car il donne toujours lieu à une rétroaction constructive de la part de l'auditoire (constitué en bonne partie de collègues doctorants et de professeurs de l'ÉTI).

Ce programme connaît, depuis sa création il y a 17 ans, une grande réussite; il compte actuellement une quarantaine d'étudiants au total, dont environ une quinzaine sont Canadiens. Mais je reconnais que les choses peuvent changer... car elles changent régulièrement. Quand j'ai fait mes études de doctorat aux États-Unis dans les années 1980, on a tenté de me décourager de rédiger une thèse sur la traduction : à l'époque, on me disait que c'était comme, ni plus ni moins, signer son arrêt de mort universitaire. Aujourd'hui, avec le déclin des littératures nationales et de la littérature comparée, on nous invite à aller aux États-Unis et ailleurs dans le monde en tant que consultants afin de monter des programmes de traduction et de traductologie. Plus gratifiant encore : on embauche nos diplômés, docteurs en traductologie; au cours des trois ou quatre dernières années, Boston University, Durham University (en Angleterre), le Monterey Institute of International Studies (en Californie), l'Universidad catolica de Temuco (au Chili) ont

offert des postes de professeurs permanents à quatre de nos finissants. Sans compter les autres qui ont obtenu le même type de poste au Canada. Nous sommes très fiers de ces nouveaux professeurs-chercheurs formés chez nous. Mais, étant donné que l'état de santé de la traduction au pays est inévitablement lié à la mouvance politique, nous nous devons d'être flexibles et vigilants, et de demeurer à l'affût de tout nouveau changement, structurel ou autre.

Et si, pour conclure, on revenait au slogan évoqué au début (*Defy the conventional*)? Je vous avouerai que mes collègues de la Faculté des arts - les philosophes, historiens, professeurs de lettres françaises ou anglaises, etc. -, ont décidé pour leur part de « défier cette nouvelle convention », qui exige que l'obtention d'un diplôme en sciences humaines et sociales mène nécessairement et directement à un emploi. Parmi les matières enseignées dans cette même Faculté, seules la traduction et l'interprétation semblent faire exception. Je vous avouerai du même coup qu'il en va ainsi depuis fort longtemps.